

DOCUMENT DE POSITIONNEMENT

PROGRAMME

« ALTERNATIVES DÉMOCRATIQUES ET COMMUN(S) »

Le Programme « **Alternatives démocratiques et Commun(s)** » de la Fondation Danielle Mitterrand se développe autour de trois affirmations principales.



NOUS PROMOUVONS LA DÉMOCRATIE RADICALE, PARTOUT ET À TOUTES LES ÉCHELLES

L'aspiration à la démocratie radicale est l'un des traits d'unions des mobilisations, des soulèvements populaires et des alternatives qui surgissent partout dans le monde depuis des années contre le néolibéralisme autoritaire.

Face aux confusions et batailles sémantiques autour du terme de « démocratie », nous revenons à sa racine : le « pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple ». La démocratie radicale critique et dépasse les régimes représentatifs et parlementaires, malheureusement souvent basés sur un système de partis et une « aristocratie électorale » sous pression des lobbys financiers et de la « dictature économique » que dénonçait Danielle Mitterrand.

Nous défendons une conception de la démocratie radicale basée sur le paradigme de l'autonomie, du Commun (voir point 3.), de l'auto-organisation et de l'autodétermination des premiers concernés à partir des territoires. Nous souhaitons « inverser la pyramide », et poser la question de l'échelle en partant du bas, à partir de la diversité des besoins et des savoirs des premiers concernés, et du principe de l'autogouvernement collectif.

La démocratie radicale que nous affirmons lutte à la fois contre l'extension du néolibéralisme autoritaire mais également contre toutes les formes de réactions néofascistes, racistes, xénophobes qui prétendent parler « au nom du peuple ».

L'universalisme que nous défendons part de la base et ne s'impose pas d'en haut comme un modèle abstrait : c'est un universalisme concret basé sur la multiplicité des pratiques et des expériences de l'émancipation au niveau mondial. Les zapatistes, qui articulent lutte et autogouvernement « en bas à gauche » au Mexique depuis près de 30 ans, le résumant dans leur magnifique phrase : « **Il est nécessaire de bâtir un monde nouveau, où il y ait place pour de nombreux mondes** ».

Personne ne détient « la » solution clé en main : les chemins de l'émancipation sont nombreux et peuvent s'inspirer les uns des autres, chercher des articulations, se frotter pour créer des étincelles fécondes. Partout sur la planète – dans la dynamique des luttes, à la marge du système marchand, ou au sein même des institutions – des alternatives et résistances en archipel privilégient la coopération plutôt la compétition, l'interdépendance plutôt que la concurrence : assemblées populaires dans les mouvements sociaux en France ou au Chili, listes citoyennes et mouvements municipalistes en Europe, en Amérique et ailleurs, tiers-lieux et centres sociaux autogérés, développement des « communs » dans tous les secteurs (gestion des ressources naturelles, connaissance, communs territoriaux, etc), occupations de places et de lieux, groupes d'entraide dans les rues et les quartiers face à la pandémie de Covid-19, territoires en lutte et ZAD, expérience du « confédéralisme démocratique » au Nord-Est de la Syrie...

Toutes ces « utopies concrètes » nous ouvrent des chemins pour révolutionner nos conceptions de la communauté politique. Sur ces chemins inédits, nous proposons d'avancer en marchant, un pas devant l'autre. Premier pas : dans la lignée de « l'écologie sociale » du philosophe Murray Bookchin, osons reconnaître que la violence faite à la Terre et au vivant est la prolongation des violences sociales, patriarcales, racistes, coloniales subies par tous les corps subalternes depuis des siècles.

Second pas : osons donner corps à une autre relation à l'Autre et au vivant, libérée de la logique de la domination et de la prédation. Osons donner « droit de Cité » à toutes celles et ceux qui ont été systématiquement exclus de « l'oïkos », de la « maison commune », depuis des millénaires, y compris dans la démocratie athénienne ou d'autres formes d'auto-organisations coutumières : les femmes, les personnes « racisées », les « esclaves » et les subalternes économiques, lesdites « minorités sexuelles et de genre », les peuples autochtones, les personnes migrantes et exilées, etc.

Troisième pas : osons promouvoir une « citoyenneté » qui ne soit pas celle de l'étatisme qui nous réduit à être des « administrés », du néolibéralisme qui nous pousse à être des consommateurs en concurrence, ou du système représentatif qui réduit notre pouvoir d'agir au vote. La citoyenneté que nous promovons est celle des habitantes et habitants de la Terre, dans toute la diversité de leurs modes d'existence, au-delà de l'anthropocentrisme. Depuis plusieurs siècles, les formes de vie et de luttes des peuples autochtones nous enseignent que de nombreuses manières de faire communauté sont possibles. « L'Etat-nation », qui a imposé son hégémonie sur toute la planète et se prétend indépassable, n'est qu'une des multiples incarnations parmi d'autres au cours de l'histoire millénaire des formes multiples des communautés politiques créées par les habitant.e.s de la Terre.

Quatrième pas : à partir de cette « citoyenneté terrestre », osons affirmer une conception de la liberté basée sur la relation, des « autonomies interdépendantes », des formes de vie et des manières de « faire société » en alliance avec les autres qu'humains. Bouleversons profondément nos manières de sentir, penser et agir pour ouvrir les imaginaires et les corps à d'autres façons de construire nos communautés politiques, renouveler nos institutions : comment prendre en compte les modes d'existence et d'agir des autres qu'humains, les rivières, les forêts, les animaux ? Faudra-t-il un jour parler « d'éco-République sociale », ou d'une « confédération de communes libres », ou d'un « Etat des services communs » expurgé de sa souveraineté dominante et centralisatrice ?

2

NOUS PROMOUVONS UNE DÉMOCRATIE RÉELLE DANS TOUTES LES DIMENSIONS DE NOS VIES, FONDÉE SUR DES PRATIQUES ET DES ÉTHIQUES SITUÉES DANS DES TERRITOIRES HABITÉS

L'aspiration à la démocratie radicale qui bouillonne partout ne peut être réduite à la défense des institutions existantes ni à un débat sur les meilleures « procédures délibératives » au risque d'être dévitalisée ou capturée par des mouvements réactionnaires. Ancrons-la dans les réalités sociales, économiques, culturelles. Avivons-la à partir de tout ce qui tisse nos vies.

La démocratie réelle est anticapitaliste et anti-productiviste : elle impose de mettre fin à la tyrannie de la « dictature économique » et financière mondiale, de réencaster l'économie dans la sphère des besoins et des usages et de la démocratiser.

La démocratie réelle que nous défendons met en question les racines des inégalités abyssales actuelles : la toute-puissance accordée à la propriété individuelle, qu'elle soit privée ou étatique.

La démocratie réelle ne peut exister qu'à partir de l'émancipation sociale concrète des franges de la société les plus dominées, minorisées, précarisées. Promouvoir des institutions locales de « démocratie radicale » auxquelles seules certaines franges de la société (des classes moyennes urbaines éduquées, etc) peuvent participer n'a pas de sens. Nous souhaitons défendre la démocratie réelle à partir des mouvements d'émancipation menés par les franges les plus « dominées » et marginalisées de la société.

La démocratie réelle que nous défendons est une démocratie faite d'actes concrets et de projets collectifs, où se reconstruisent des éthiques communes, des cultures de résilience et de résistance dans des territoires et des milieux de vie, qui n'hésite pas à assumer leurs défenses face aux menaces de destruction, à l'instar des zapatistes au Chiapas ou de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Dans le sillage du droit à l'autodétermination défendu par les peuples autochtones et du principe du « consentement libre, préalable et informé », ce sont d'abord aux habitantes et habitants et premiers concernés par l'usage d'un territoire de délibérer et décider de son devenir – tout en inventant des formes de coordination et de fédération pour empêcher le risque du localisme ou des dérives autarciques et identitaires.

3

LA DÉMOCRATIE RADICALE ET RÉELLE QUE NOUS PROMOUVONS S'ANCRE DANS LE DÉPLOIEMENT PLANÉTAIRE DES COMMUNS ET DU COMMUN

Dans la lignée de notre combat historique pour les biens communs du vivant et la lutte contre la marchandisation de l'eau, nous promouvons le déploiement des « communs », dans toutes les

sphères, à toutes les échelles pertinentes, comme alternatives au capitalisme néolibéral. A travers des auto-organisations collectives autour d'éléments partagés, les communs font advenir une autre économie par le dépassement de la propriété privée.

Au-delà de la logique de gestion économique de « ressources », nous défendons une conception politique élargie des « communs », comme attachés aux droits fondamentaux de la personne et à la réalisation des droits humains et des droits économiques et sociaux, dans la lignée des travaux de la commission Rodotà en Italie, et de nos combats pour la défense de l'eau comme bien commun et droit humain.

Plus encore qu'une perspective juridique, nous promouvons, dans la lignée de Dardot et Laval, le « Commun » comme « principe de la démocratie radicale et de l'autogouvernement collectif », transversal aux luttes et aux alternatives, à partir de pratiques concrètes qui se basent sur la coactivité, la réciprocité, la reconnaissance des interdépendances et l'entraide.

Pour nous, les « communs » ont d'emblée vocation à dépasser la gestion économique alternative pour aller vers une auto-organisation politique (ce qui ne veut pas dire idéologique) et infuser le principe de démocratie radicale dans toutes les franges de la société et à toutes les échelles.

C'est pourquoi, à un moment ou un autre, le Commun pose la question de l'Etat et s'y confronte : il est amené à bousculer, sinon à renverser, la fiction anthropologique construite par Hobbes de « la guerre de tous contre tous » sur laquelle l'Etat moderne a construit sa légitimité et ses fondements régaliens : la police, la justice pénale, et la prison. Comme le disent brillamment les zapatistes : « Ils ont peur que nous découvriions que nous sommes capables de nous gouverner nous-mêmes », régler nos conflits avant qu'ils s'enveniment, inventer de formes alternatives de justice, etc.

Il n'y a pas de « communs » ou de « Commun » sans « commoners » (communeurs). Pas de « commoners » sans « commoning » (des pratiques de faire commun). Pas de « commoning » sans imaginaires, cultures, éthiques, rituels, fêtes qui réinventent coutumes des partagées et participent d'un « désenvoûtement » de la « sorcellerie capitaliste »*. Il ne s'agit pas de la création idéologique d'un « homme nouveau » comme toutes les révolutions d'avant-garde du passé : il s'agit de renouer avec la disposition à la relation, qui est la source de la fragilité et de la puissance de toute vie, et de la joie.

Le Commun implique un bouleversement des imaginaires et une métamorphose profonde, intime, dans la relation à l'Autre et au vivant. Il ne s'agit pas ici d'une nouvelle morale, mais d'une éthique d'habiter la Terre qui nous rend plus vivants, plus capables. Ouvrir son cœur et son corps à une nouvelle manière de réenchanter le monde. Entrer dans une poésie créatrice. Affiner des arts de la joie.

*Voir Isabelle Stengers et Philippe Pignarre, *La sorcellerie capitaliste*, 2005, La découverte